

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
ZAC de Bourran
9 rue de Bruxelles
12000 RODEZ

RODEZ, le 15/03/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/03/2023

Contexte et constats

Publié sur 

SOUD ETAIN ET DERIVES

Avenue Jean Jaures
12110 Viviez

Code AIOT : 0006804071

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/03/2023 dans l'établissement SOUD ETAIN ET DERIVES implanté Z.A du Bourg 12110 Viviez. L'inspection a été annoncée le 20/01/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOUD ETAIN ET DERIVES
- Z.A du Bourg 12110 Viviez
- Code AIOT : 0006804071
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SOUD'ETAIN et Dérivés (7 employés) exerce une activité de fusion de métaux non ferreux réalisée au moyen de fours fonctionnant au gaz naturel pour la fabrication d'anodes ou de produits moulés à partir de métaux reçus en lingots (zinc et aluminium), et pour la fabrication de lingots d'étain (fonte de déchets de feuilles d'étain souillées provenant de la fabrication des fromages de « Roquefort »).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Action nationale "Rejets atmosphériques"

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
7	Hauteur de la cheminée	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 52	Mise en demeure, respect de prescription	12 mois
8	Traitement des fumées	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 18	Lettre de suite préfectorale	3 mois
9	Traitement des fumées	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 19	Lettre de suite préfectorale	3 mois
10	Fréquence surveillance rejets atmosphériques	AP Complémentaire du 05/06/2012, article Annexe Art.1.12	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
11	Respect des VLE des rejets atmosphériques	AP Complémentaire du 05/06/2012, article Annexe Art.1.9	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
12	Respect des VLE des flux de polluants rejetés	AP Complémentaire du 05/06/2012, article Annexe Art.1.11	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
14	Prévention du risque foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Art. 21	Mise en demeure, respect de prescription	12 mois
15	Prévention du risque foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Art. 21	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
16	Surveillance des zones à atmosphère explosible	AP Complémentaire du 05/06/2012, article Art. 5.2.3	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
17	Détection incendie	Arrêté Préfectoral du 03/06/2004, article Art. 7.6.3	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
18	Conditions générales de rejet	AP Complémentaire du 05/06/2012, article Annexe Art. 1.8	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Canalisation des émissions	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I
2	Emissions diffuses	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I
3	Réduction à la source	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 26
4	Points de rejets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49
5	Points de rejets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49
6	Points de prélèvements	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50
13	Prévention du risque foudre (NC 1 Inspection 11/06/20)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Art. 21

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans le tableau ci-dessus.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Canalisation des émissions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I
Thème(s) : Actions nationales 2023, Canalisation des émissions
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés.
Constats : Les rejets des fours Etain, Zinc et Aluminium sont canalisés à la source : Conforme
Observations : Les fours Zinc et Aluminium sont surplombés d'une hotte pour les émissions atmosphériques. Le four Etain est connecté à un cyclo-filtre.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Emissions diffuses

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I
Thème(s) : Actions nationales 2023, Limitation des émissions diffuses
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés...) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Le stockage des autres produits en vrac est réalisé dans la mesure du possible dans des espaces fermés. A défaut, des dispositions particulières tant au niveau de la conception et de la construction (implantation en fonction du vent,...) que de l'exploitation sont mises en œuvre. Lorsque les stockages se font à l'air libre, il peut être nécessaire de prévoir l'humidification du stockage ou la pulvérisation d'additifs pour limiter les envols par temps sec.
Constats : L'exploitant limite les envols de poussières lors de la manipulation et le stockage de la poudre d'oxyde d'étain : Conforme
Observations : Comme matière pulvérulente, l'exploitant récupère la poudre d'oxyde d'étain produite par le four Etain lors du recyclage des feuilles d'étain de Roquefort. Ces poussières d'oxyde d'étain représentent près de 2 tonnes de poudre par an. Cette poudre est récupérée dans des big-bag en retournant le four. Cette manœuvre est réalisée sous aspiration. En attente d'expédition, les big-bag sont stockés sous le auvent contre le bâtiment de production.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Réduction à la source

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 26
Thème(s) : Actions nationales 2023, Réduction à la source, efficacité énergétique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour réduire la pollution de l'air à la source, notamment en optimisant l'efficacité énergétique.
Constats : L'exploitant s'assure d'optimiser l'efficacité énergétique de ses installations : Conforme
Observations : Le prix du gaz ayant augmenté de 400% depuis 2022, l'exploitant regroupe au maximum ses productions et évite les maintiens en chauffe inutiles des fours. Pour cela, l'exploitant cherche à terminer ses productions le vendredi. L'exploitant a installé en 2016 un dispositif de modules dynamiques (aimants) qui optimise la combustion du gaz. Les consommations de gaz de l'établissement diminuent malgré des niveaux de production équivalents : 2019 (800 000 kWh) ; 2021 (700 000 kWh) ; 2022 (500 000 kWh).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Points de rejets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49
Thème(s) : Actions nationales 2023, Points de rejets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible.
Constats : Les 3 points de rejets réglementés dans l'arrêté préfectoral de l'établissement correspondent aux 3 fours de production : Conforme
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Points de rejets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49
Thème(s) : Actions nationales 2023, Points de rejets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Notamment, les rejets à l'atmosphère sont dans toute la mesure du possible collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinants. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.</p>
Constats : Le rejet du four Etain s'effectue par une cheminée avec un débouché vertical, sans obstacle : Conforme
Observations : Seul le rejet du four Etain a pu être observé par l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Points de prélèvements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50
Thème(s) : Actions nationales 2023, Points de prélèvements
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...).</p> <p>Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc.) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.</p> <p>Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.</p>
Constats : Les rapports d'analyses mettent en évidence que la stratégie d'échantillonnage du laboratoire d'analyses est réalisée en application de la norme NF EN 15259 : Conforme
Observations : L'exploitant a présenté les rapports d'analyses du 02/07/2021 et du 07/05/2015. Ils mettent en évidence l'application de la norme NF EN 15259 pour la stratégie d'échantillonnage.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Hauteur de la cheminée

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 52
Thème(s) : Actions nationales 2023, Hauteur de la cheminée
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La hauteur de la cheminée ne peut être inférieure à 10 m.
Constats : Les cheminées des rejets des fours Zinc et Aluminium ont des hauteurs inférieures à 10 m : non-respect de la prescription
Observations : L'exploitant a présenté des plans de l'établissement mettant en évidence que : - la cheminée du rejet du four Etain a une hauteur de 15 m - les cheminées des fours Zinc et Aluminium ont une hauteur approximative de 8 m
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 12 mois

N° 8 : Traitement des fumées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 18
Thème(s) : Actions nationales 2023, Traitement des fumées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations de traitement sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : La pression du cyclo-filtre du four Etain est suivie mais n'est pas enregistrée : non-respect de la prescription
Observations : Sur les 3 rejets, seul le rejet du four Etain dispose d'une installation de traitement. Il s'agit d'un cyclo-filtre avec un filtre à manche pourvu de chaussettes (64 selon l'exploitant). De par sa taille et sa complexité, la maintenance de cette installation est entièrement sous-traitée. L'exploitant relève périodiquement la pression du cyclo-filtre pour s'assurer de son bon fonctionnement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Traitement des fumées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 19
Thème(s) : Actions nationales 2023, Traitement des fumées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations de traitement sont conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction.</p> <p>Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant si besoin les fabrications/ opérations à l'origine des effluents arrivant à l'installation de traitement concernée.</p> <p>Les incidents ayant entraîné l'arrêt des installations de collecte, traitement ou recyclage ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont consignés dans un registre. La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation adéquate.</p>
Constats : Les incidents et périodes d'indisponibilité de l'installation de traitement des fumées du four Etain ne sont pas consignés : non-respect de la prescription
<p>Observations : Sur les 3 rejets, seul le rejet du four Etain dispose d'une installation de traitement. Il s'agit d'un cyclo-filtre avec un filtre à manche pourvu de chaussettes (64 selon l'exploitant). De par sa taille et sa complexité, la maintenance de cette installation est entièrement sous-traitée. En cas de panne de l'installation de traitement, l'exploitant précise que la production du four Etain est arrêtée.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Fréquence surveillance rejets atmosphériques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/06/2012, article Annexe Art.112
Thème(s) : Actions nationales 2023, Surveillance réglementaire des rejets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Fréquence des mesures des émissions atmosphères</p> <p>Conduit atelier étain 1 fois par an : débit ; vitesse ; température ; humidité ; CO₂ ; O₂ ; H₂O ; Poussières ; NOX en équivalent NO₂ ; CO ; COVNM Tous les 3 ans : HCl ; Plomb ; Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + V + Zn ; Cd + Hg + Tl ; As + Se + Te ; Dioxines furanes</p> <p>Conduit atelier anode four à bascule zinc Tous les 3 ans : débit ; vitesse ; température ; humidité ; CO₂ ; O₂ ; H₂O ; Poussières ; NOX en équivalent NO₂ ; CO ; Indium ; Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + V + Zn ; Cd + Hg + Tl ; As + Se + Te</p> <p>Conduit atelier anode four à bascule aluminium Tous les 3 ans : débit ; vitesse ; température ; humidité ; CO₂ ; O₂ ; H₂O ; Poussières ; NOX en équivalent NO₂ ; CO ; Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + V + Zn ; Cd + Hg + Tl ; As + Se + Te</p> <p>Les rapports d'analyses sont transmis à l'inspection des installations classées.</p>
Constats : Les fréquences annuelles et triennales ne sont pas respectées : non-respect de la prescription
Observations : Les derniers rapports d'analyses datent de 2015 (rapport de l'APAVE n° 8288832-001-1 du 07/05/2015) et de 2021 (rapport de l'APAVE n°11617933-001-1 du 02/07/2021).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 11 : Respect des VLE des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/06/2012, article Annexe Art.1.9									
Thème(s) : Actions nationales 2023, Surveillance réglementaire des rejets									
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet									
Prescription contrôlée :									
Tableau	des		VLE		(unité		mg/Nm3)		
Conduit			atelier				Etain		
SO2	:				300		mg/Nm3		
Poussières	:				20		mg/Nm3		
NOx	en	équivalent	NO2	:	500	mg/Nm3			
CO	:				500		mg/Nm3		
COVNM	:				110		mg/Nm3		
Pb	:				1		mg/Nm3		
Sb+Cr+Co+Cu+Sn+Mn+Ni+V+Zn			:		5	mg/Nm3			
Cd+Hg+Ti	:				0,1		mg/Nm3		
As+Se+Te	:				1		mg/Nm3		
Chlore gazeux	total	exprimé	en	HCl	:	50	mg/Nm3		
Dioxines	et	Furanes:	0,1	ng	I-TEQ/Nm3				
Conduit	atelier	anode,	four	à	bascule	Zinc			
SO2	:				300		mg/Nm3		
Poussières	:				25		mg/Nm3		
NOx	en	équivalent	NO2	:	500	mg/Nm3			
CO	:				500		mg/Nm3		
COVNM	:				110		mg/Nm3		
Pb	:				1		mg/Nm3		
Sb+Cr+Co+Cu+Sn+Mn+Ni+V+Zn			:		5	mg/Nm3			
Cd+Hg+Ti	:				0,1		mg/Nm3		
As+Se+Te	:				1		mg/Nm3		
Chlore gazeux	total	exprimé	en	HCl	:	50	mg/Nm3		
Dioxines	et	Furanes:	0,1	ng	I-TEQ/Nm3				
Conduit	atelier	anode,	four	à	bascule	Aluminium			
SO2	:				300		mg/Nm3		
Poussières	:				25		mg/Nm3		
NOx	en	équivalent	NO2	:	500	mg/Nm3			
CO	:				500		mg/Nm3		
COVNM	:				110		mg/Nm3		
Pb	:				1		mg/Nm3		
Sb+Cr+Co+Cu+Sn+Mn+Ni+V+Zn			:		5	mg/Nm3			
Cd+Hg+Ti	:				0,1		mg/Nm3		
As+Se+Te	:				1		mg/Nm3		
Chlore gazeux	total	exprimé	en	HCl	:	50	mg/Nm3		
Dioxines et Furanes: 0,1 ng I-TEQ/Nm3									
Constats : Toutes les mesures prescrites ne sont pas réalisées : non-respect de la prescription									
Observations : Le dernier rapport d'analyse (APAVE daté du 02/07/2021) met en évidence que : - le SO2 n'est pas mesuré ; - les COVNM ne sont pas mesurés dans les conduits Zinc et Aluminium ; - le Chlore gazeux n'est pas mesuré dans les conduits Zinc et Aluminium. Les analyses réalisées ne relèvent pas de dépassement des VLE.									
Type de suites proposées : Avec suites									
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription									
Proposition de délais : 6 mois									

N° 12 : Respect des VLE des flux de polluants rejetés

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/06/2012, article Annexe Art.1.11									
Thème(s) : Actions nationales 2023, Surveillance réglementaire des rejets									
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet									
Prescription contrôlée :									
Tableau		des						VLE	
Conduit		atelier						Etain	
SO2	:	1500	g/h	;	12	000	g/j	;	3000
Poussières	:	100	g/h	;	800	g/j	;	;	200
NOx en équivalent NO2	:	2500	g/h	;	20	000	g/j	;	5 000
CO	:	2500	g/h	;	20	000	g/j	;	5 000
COVNM	:	550	g/h	;	4	400	g/j	;	1 100
Pb	:	5	g/h	;	40	g/j	;	;	10
Sb+Cr+Co+Cu+Sn+Mn+Ni+V+Zn	:	25	g/h	;	200	g/j	;	;	50
Cd+Hg+Ti	:	0,5	g/h	;	4	g/j	;	;	1
As+Se+te	:	5	g/h	;	40	g/j	;	;	10
Chlore gazeux total exprimé en HCl	:	250	g/h	;	2000	g/j	;	;	500
Dioxines et Furanes:		0,0005	g/h	;	0,004	g/j	;	;	0,001kg/an
Conduit		atelier anode, four à bascule						Zinc	
SO2	:	2400	g/h	;	58	000	g/j	;	20 000
Poussières	:	200	g/h	;	4	800	g/j	;	1700
NOx en équivalent NO2	:	4000	g/h	;	96	000	g/j	;	33 000
CO	:	4000	g/h	;	96	000	g/j	;	33 000
COVNM	:	880	g/h	;	21	000	g/j	;	7300
Pb	:	8	g/h	;	190	g/j	;	;	66
Sb+Cr+Co+Cu+Sn+Mn+Ni+V+Zn	:	40	g/h	;	960	g/j	;	;	330
Cd+Hg+Ti	:	0,8	g/h	;	19	g/j	;	;	6,6
As+Se+te	:	8	g/h	;	190	g/j	;	;	66
Chlore gazeux total exprimé en HCl	:	400	g/h	;	9600	g/j	;	;	3300
Dioxines et Furanes:		0,0008	g/h	;	0,02	g/j	;	;	0,007
Conduit		atelier anode, four à bascule						Aluminium	
SO2	:	150	g/h	;	3600	g/j	;	;	300 000
Poussières	:	12,5	g/h	;	300	g/j	;	;	20 000
NOx en équivalent NO2	:	250	g/h	;	6	000	g/j	;	500 000
CO	:	250	g/h	;	6	000	g/j	;	500 000
COVNM	:	55	g/h	;	1300	g/j	;	;	110 000
Pb	:	0,5	g/h	;	12	g/j	;	;	1000
Sb+Cr+Co+Cu+Sn+Mn+Ni+V+Zn	:	2,5	g/h	;	60	g/j	;	;	5000kg/an
Cd+Hg+Ti	:	0,05	g/h	;	1,2	g/j	;	;	100
As+Se+Te	:	0,5	g/h	;	12	g/j	;	;	1000kg/an
Chlore gazeux total exprimé en HCl	:	25	g/h	;	600	g/j	;	;	50 000
Dioxines et Furanes:		0,00005	g/h	;	0,0012	g/j	;	;	0,1 kg/an
Constats : Toutes les mesures prescrites ne sont pas réalisées : non-respect de la prescription									
Observations : Le dernier rapport d'analyse (APAVE daté du 02/07/2021) met en évidence que :									
- le SO2 n'est pas mesuré ;									
- les COVNM ne sont pas mesurés dans les conduits Zinc et Aluminium ;									
- le Chlore gazeux n'est pas mesuré dans les conduits Zinc et Aluminium.									
Les analyses réalisées ne relèvent pas de dépassement des flux autorisés.									
Type de suites proposées : Avec suites									
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription									
Proposition de délais : 6 mois									

N° 13 : Prévention du risque foudre (NC 1 Inspection 11/06/20)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Art. 21
Thème(s) : Risques accidentels, Foudre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.
Constats : Le rapport de vérification complet des installations de protection foudre a été réalisé en novembre 2021 : Conforme
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Prévention du risque foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Art. 21
Thème(s) : Risques accidentels, Foudre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les vérifications ont notamment pour objet de s'assurer que [...] tous les composants du système de protection contre la foudre sont en bon état et capables d'assurer les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus.
Constats : Le rapport de vérification complet des installations de protection foudre de novembre 2021 conclut à un avis général "non satisfaisant" des installations de protection foudre : non-respect des prescriptions
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 12 mois

N° 15 : Prévention du risque foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Art. 21
Thème(s) : Risques accidentels, Foudre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.
Constats : La vérification visuelle n'a pas été réalisée en 2022 : non-respect des prescriptions
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 16 : Surveillance des zones à atmosphère explosible

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/06/2012, article Art. 5.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, Explosion
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Des dispositifs de surveillance des zones à atmosphère explosible telles stipulées à l'article 7.3.3.1 de l'arrêté préfectoral du 3 juin 2004 déclenchent une alarme en cas de dépassement des seuils de danger préétablis par l'exploitant. [...] Ils sont contrôlés régulièrement.
Constats : L'étalonnage des détecteurs de gaz n'est pas effectué : non-respect de la prescription
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 17 : Détection incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/06/2004, article Art. 7.6.3
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après : [...] d'un système de détection automatique d'incendie relié à un dispositif d'alarme
Constats : L'établissement ne dispose pas d'un système de détection incendie : non-respect de la prescription.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 18 : Conditions générales de rejet

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/06/2012, article Annexe Art. 1.8					
Thème(s) : Actions nationales 2023, Surveillance réglementaire des rejets					
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet					
Prescription contrôlée :					
Vitesse	minimum	d'éjection	en	m/s	:
Conduit		Etain	=		8
Conduit		Zinc	=		8
Conduit Aluminium = 5					
Constats : La vitesse d'éjection du conduit Zinc est inférieure à 8 m/s : non-respect de la prescription					
Observations : Le rapport de l'APAVE n°11617933-001-1 du 02/07/2021 donne une vitesse au débouché de 3,6 m/s. Selon l'exploitant, lors des analyses, l'extracteur n'était pas en fonctionnement et la vitesse d'éjection était donc anormalement basse.					
Type de suites proposées : Avec suites					
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription					
Proposition de délais : 6 mois					

